

La « nouvelle OTAN » est sur les rails. Et, n'en déplaise à certains, il n'y a pas que l'administration BUSH pour s'en féliciter : au début du mois de février, la chancelière d'Allemagne Angela MERKEL disait son souhait de voir l'OTAN renforcer ses liens avec des pays comme l'Australie, le Japon et la Corée du Sud, précisant qu'elle pouvait développer avec eux « une multitude d'activités politiques qui pourront également conduire à une coopération militaire ». Oui, l'OTAN est en train de changer d'objet... peut-être même de nature. Face aux « nouvelles menaces globales », bien des décideurs semblent prêts à globaliser l'OTAN. Et l'Union Européenne dans tout cela ? Elle se détricote, fait du surplace et présente un visage bien pâle. Jean-Sylvestre MONGRENIER analyse le *gap* et appelle à la lucidité : l'invocation si souvent répétée du *soft power*, cette pierre de touche du *brave new world* multipolaire et onusien, tient de la pensée magique. Les sophismes, les illusions et les généralités philanthropiques ne sauraient pallier la force, la puissance et la « volonté d'être ». Pour ne pas sombrer dans les profondeurs béantes de l'histoire révolue, il appartient aux Européens de prendre la juste mesure des défis de notre temps et de se réarmer : « Comprends ou tu es dévoré », dit le Sphinx... Au temporel comme au spirituel.

L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ? Puissance et destin

Jean-Sylvestre MONGRENIER
Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII), chercheur associé à l'Institut Thomas More



Contrepoint

Par le général Bertrand de LA PRESLE (p. 12)

Egalement disponible en Anglais

Jean-Sylvestre MONGRENIER, 42 ans, est professeur agrégé d'Histoire et de Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis), fondé par Yves LACOSTE. Auteur du *Dictionnaire géopolitique de la défense européenne* (ed. UNICOMM, 2005) et de *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (ed. Unicom, 2006), il est ancien auditeur de l'IHEDN (Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationales, Paris), où il a reçu le Prix scientifique de l'IHEDN en 2003 pour un mémoire de recherche sur *Les fondements géopolitiques de la défense européenne*. Il est également collaborateur régulier des revues *Diplomatie Magazine*, *Défense et Sécurité Internationale* et *Hérodote*.



« En avant, mes enfants, la mer tremble devant vous ! »
Vasco de Gama, au cœur de la tempête, à son équipage désespéré

La « construction européenne » a commencé voici plus d'un demi-siècle, aux lendemains de cette « guerre de trente ans » qui clôt la longue hégémonie des peuples et nations d'Europe. Le cycle occidental qu'ouvrent l'An Mil, les Croisades et le désenclavement de la Chrétienté touche alors à sa fin. S'inscrivant dans le contexte de Guerre froide, cette politogenèse européenne est une dérivée du *containment* américain et du plan Marshall. La réussite de la CECA¹ incite les plus allants à penser une première « Europe de la Défense » mais après l'échec de la Communauté Européenne de Défense en 1954, l'europhisme privilégie le terrain économique et la création d'un marché commun (Traité de Rome, 25 mars 1957). A l'orée du XXI^e siècle, le lancement d'une monnaie unique vient couronner le « grand marché » continental mis en place dans les années 1980. L'arrivée à maturité de ce cycle économique-monnaire est censée ouvrir un cycle politico-militaire, l'Europe-marché débouchant sur l'Europe-Puissance.

La vision d'une Europe-Puissance est celle d'un ensemble européen politiquement structuré, doté de capacités stratégiques, parlant d'une seule voix sur la scène mondiale. Il s'agirait donc d'un nouvel acteur global des relations internationales. Europe-Puissance, Europe de la Défense et Défense de l'Europe ont parties liées.

A l'évidence, cette politogenèse n'est guère aisée. La simple observation des faits nous interdit de succomber à l'illusion de l'historicisme. Le même exercice illustre par ailleurs les limites du volontarisme. Bien que la PESD² ait effectivement progressé depuis le Traité de Maastricht, il n'en reste pas moins que l'Europe de la défense n'est pas la défense de l'Europe. Pour modeste qu'il était, le projet de Constitution européenne ouvrait le champ des possibles. Avec l'échec de ce traité, l'horizon d'une Europe-Puissance semble se dérober. L'ensemble de l'édifice vacille.

Inversement, la « nouvelle OTAN » est engagée dans une transformation d'ensemble et c'est dans ce cadre d'action que les principaux Etats européens, emmenés par les Etats-Unis, « font frontière » aux confins du Vieux Continent. Réoutillée, l'OTAN projette forces et puissance dans le « hors-zone » – l'Afghanistan est une nouvelle ligne de front – et prend des allures d'alliance globale anti-chaos. L'Union européenne serait-elle destinée à se résorber dans un vaste ensemble atlanto-libéral élargi à terme aux « sociétés ouvertes » de l'*hinterland* eurasiatique et de ses approches méditerranéennes ? Les Européens peuvent-ils exister politiquement, au sens originare du terme, en renonçant à la puissance ? Comment retrouver l'élan vital qui animait les peuples et nations de l'Ancienne Europe, les pro-jetant dans le monde ?

L'Europe de la défense n'est pas la défense de l'Europe

L'expression même d'« Europe de la défense » renvoie à une ambition limitée consistant à prendre en charge la « gestion de crise » et les missions ne relevant pas de la défense collective de l'Europe. Cette ambition est d'abord affichée dans le Traité de Maastricht, signé le 7 février 1992, avec le lancement d'une PESD conditionnée par « la formulation d'une politique de défense commune qui pourra conduire à une défense commune ». Elle est ensuite réaffirmée par les traités d'Amsterdam (1997) et de Nice (2000). Dans l'intervalle, la déclaration franco-britannique de Saint-Malo, en date du 4 décembre 1998, a relancé la dynamique. Le Conseil européen d'Helsinki (10-11 décembre 1999) fixe un « objectif global » défini comme suit : déployer 60 000 hommes dans un

¹ Signé à Paris le 18 avril 1951, le traité de Paris instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) a été conclu par 6 pays (République Fédérale d'Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas) pour 50 ans.

² Politique Européenne de Sécurité et de Défense, initiée par le traité de Maastricht (1992).



délai de moins de soixante jours, pendant au moins un an, sur un théâtre d'opérations extérieur. La feuille de route de cette force européenne est définie par la Déclaration de Petersberg en date du 19 juin 1992 : missions humanitaires, évacuation de ressortissants, missions de maintien de la paix, y compris des missions de forces de combat³.

L'« Europe de la défense » n'est donc pas la défense de l'Europe et relève de la sécurité. L'Union européenne n'est toujours pas une communauté de destin et ce alors même qu'émergent des menaces globales sur son flanc sud, de la Méditerranée au Moyen-Orient. Avec le Traité de Nice, la PESD est toutefois complétée par le développement d'outils politico-militaires européens - Comité politique et de sécurité (COPS), Comité militaire de l'Union européenne (CMUE), Etat-major de l'Union européenne (EMUE) – localisés à Bruxelles et placés sous l'autorité du Conseil européen. Le personnage clef du dispositif est le Haut Représentant de l'Union européenne, depuis 1999 Javier Solana, responsable de la définition d'une « Stratégie européenne de sécurité »⁴.

Il reste qu'il n'existe pas d'état-major européen permanent de niveau stratégique comparable au SHAPE de l'OTAN⁵. Une opération européenne passe donc par l'organisation atlantique, chargée en ce cas d'assurer la planification stratégique, ou par une « nation-cadre » qui fournit un état-major stratégique multinationalisable. La question d'un « quartier général européen » demeure une pomme de discorde transatlantique et intra-européenne.

L'Union européenne a par ailleurs adopté une démarche capacitaire : adoption d'un catalogue des forces et capacités nécessaires à l'« objectif global » d'Helsinki (vivier de forces de 100 000 hommes, 300/400 avions de combat, 80 navires); recueil des contributions des Etats membres ; identification des lacunes et adoption d'un Plan d'action sur les capacités; création d'une Agence européenne de l'armement. Adopté en juin 2004, l'Objectif 2010 est plus qualitatif (réactivité, interopérabilité, déployabilité et soutenabilité) mais il reste à mobiliser dans la durée des budgets de défense conséquents. Ce n'est pas là une mince affaire...

Lancée sur fond de guerres balkaniques, c'est dans le Sud-Est européen que l'Europe de la défense est soumise au banc d'essai. Les « Balkans occidentaux » constituent en effet une zone-tampon avec le Proche-Orient et c'est sur ce *limes* que les Européens se doivent de prendre le relais de l'OTAN, pour consolider la paix et renforcer les sociétés post-confliktuelles de la région. La mission « Concordia » (2003), en Macédoine, la mission « Althéa » (fin 2004), en Bosnie-Herzégovine, se font avec le soutien du SHAPE, sous l'autorité du Deputy-SACEUR⁶, dans le cadre des accords Berlin plus. Les Etats-Unis et l'OTAN restent donc en toile de fond.

Au final, l'Europe de la défense remplit l'office qui lui a été assigné par George W. Bush en janvier 2001 : « Nous voulons que nos alliés soient les gardiens de la paix dans les Balkans ».

³ Les missions de Petersberg ont été définies dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). L'UEO est née des développements du Traité de Bruxelles, signé le 17 mars 1948 et modifié en octobre 1954. Les fonctions de gestion de crise de l'UEO ont été transférées à l'Union européenne en 2000 mais l'Assemblée interparlementaire de l'UEO poursuit son action et le Traité de Bruxelles modifié, clause de défense mutuelle comprise (article V), demeure est toujours valide.

⁴ Dotées de pouvoirs et de moyens conséquents, ces institutions donneraient naissance à une polémarchie européenne. Le polémarque était le magistrat des anciennes cités grecques prenant en charge la chose guerrière. Adoptée le 12 décembre 2003, la stratégie européenne de sécurité se fonde sur un document d'orientation qui met en avant les zones d'intérêt de l'Union et insiste sur la prévention des conflits. Ce texte intitulé « Pour une Europe sûre dans un monde meilleur » est disponible sur http://ue.eu.int/cms3_fo/showPage.asp?id=266&lang=FR&mode=g.

⁵ Le SHAPE est le quartier général du SACEUR, le Commandant suprême des forces alliées en Europe. Il est dévolu à un officier général américain.

⁶ Officier général britannique, le *deputy-SACEUR* est l'adjoint du SACEUR,. Il assume le contrôle des moyens de l'OTAN mis à disposition de l'Union européenne dans le cadre des accords dits de Berlin plus (Concept Stratégique de l'Alliance, 1999, partie III, § 30).



L'assomption de l'OTAN

Inéluctablement, l'Europe de la défense nous ramène à l'OTAN. Prolongement militaire du *containment*, l'Alliance atlantique et l'OTAN sont nées de la menace soviétique et des appels ouest-européens à l'engagement américain. L'histoire diplomatique et la théorie politique auraient voulu qu'une alliance victorieuse ne survive pas à la disparition de l'ennemi qui l'a mise en forme. Loin de se désintégrer, le lien de défense euro-atlantique s'est maintenu et l'OTAN a lancé sa marche vers l'Est. L'élargissement de ses fonctions aux missions dites « non-article 5 » (maintien et imposition de la paix, sécurité, stabilité) accompagne la définition d'une vaste aire de coopération à travers les programmes du « Partenariat pour la Paix »⁷ et du « Dialogue méditerranéen »⁸. Dès le milieu des années 1990, ces superstructures sécuritaires englobent donc les confins orientaux et méridionaux de l'Europe depuis objets de la « Politique de voisinage » et de la « Stratégie de sécurité » de l'Union européenne. La Bosnie-Herzégovine et le Kosovo auront été les bancs d'essai de cet atlantisme d'après Guerre froide.

La dynamique sécuritaire est aussi une dynamique d'élargissement. La Pologne, la Hongrie et la République tchèque deviennent membres de l'OTAN en avril 1999. Dans la foulée du 11 septembre 2001, le président Bush prend position en faveur d'une « grande OTAN (...) de la Baltique à la mer Noire », le secrétaire d'Etat adjoint, Richard Armitage, préconisant « l'élargissement le plus robuste possible ». La décision est arrêtée lors du sommet atlantique de Prague, les 21-22 novembre 2002. Moins de deux ans plus tard, les Etats baltes, la Slovaquie, la Slovénie ainsi que la Roumanie et la Bulgarie entrent dans l'OTAN (avril 2004).

La Déclaration de Prague stipule que l'OTAN restera ouverte aux « démocraties européennes désireuses et capables d'assumer les responsabilités et les obligations liées au statut de membre ». Elle concerne au premier chef la Croatie, l'Albanie et l'ancienne république yougoslave de Macédoine (ARYM). En mai 2003, les gouvernements de ces trois Etats signent avec les Etats-Unis une Charte Adriatique. La mer Baltique, la mer Noire et l'« isthme gothique » qui les relie constituent les nouvelles frontières de l'atlantisme, au contact de l'ensemble Russie-CEI. Postulant à l'entrée dans l'OTAN, l'Ukraine et les Etats caucasiens ouvrent la voie vers la Caspienne et l'Asie centrale.

La Transformation : vers une alliance globale anti-chaos

Initiateur du « big-bang » de l'OTAN, le sommet de Prague est aussi celui de la « transformation ». Engagée dans la lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive, l'organisation atlantique passe d'une perception géographique à une perception fonctionnelle et « hors-zone » des enjeux de sécurité.

La Déclaration de Prague stipule que l'OTAN doit pouvoir aligner des « forces capables de se déployer rapidement partout où elles sont nécessaires (...), de mener des opérations à longue distance et dans la durée », les Alliés décidant « d'entériner le concept agréé de défense contre le terrorisme ». Cette refondation exige un reconditionnement des structures de commandement et de forces. A ces fins, le seul quartier général de l'OTAN sur le territoire des Etats-Unis, le Commandement allié de l'Atlantique (SACLANT), a été transformé en un Commandement stratégique de la Transformation (ACT)⁹. La structure de forces est désormais axée sur la mobilité et la réactivité et les Alliés ont été invités à contribuer à la création d'une Force de réaction de l'OTAN, la *Nato Response Force* (NRF). Cette force de 21 000 soldats, d'un haut niveau de préparation et de disponibilité (*high readiness force*) est composée d'unités européennes. Apte à intervenir en 3 à 5 jours « partout où il le faudra », elle devra

⁷ Voir <http://www.nato.int/issues/pfp/index.html>.

⁸ Voir <http://www.nato.int/med-dial/home.htm>.

⁹ Basé à Norfolk (Virginie).



être capable de maîtriser un théâtre d'opérations pendant au moins 30 jours en attendant le ravitaillement.

La NRF sera pleinement opérationnelle en octobre 2006 au plus tard. Dotée de moyens de haute technologie et de capacités de commandement et de contrôle, tournée vers les « nouvelles menaces du XXI^e siècle », la NRF serait donc amenée à intervenir aux côtés des unités américaines, à l'extérieur de l'aire historique de responsabilité de l'OTAN. Entraînée pour entrer la première et « de vive force » sur un théâtre, adaptée à chaque mission, elle est, selon la formule otanienne, « la goutte d'eau qui sert à éteindre un incendie ». Il lui faudra agir seule au départ contre l'ennemi et être capable de se saisir d'un port ou d'un aéroport en situation hostile.

Pour l'OTAN, la « *transformation* » consiste donc à passer d'une structure lourde et statique à un modèle expéditionnaire pour intervenir aux confins de l'Europe et au-delà. D'ores et déjà, l'Afghanistan est l'un de ces théâtres d'opérations extérieurs. Demain peut-être la zone géopolitique mer Noire-Caucase-Caspienne et le bassin méditerranéen le seront-ils. L'Initiative de coopération d'Istanbul va jusqu'à englober le Moyen-Orient dans le champ d'intérêt de l'OTAN¹⁰.

Le glissement des centres de gravité de la géostratégie américaine

Néanmoins, le « tout OTAN » a ses limites, les déséquilibres et dissymétries entre Américains et Européens hypothéquant la pérennité du lien transatlantique. La comparaison des dispositifs stratégiques mène inévitablement au « *gap* transatlantique », ce concept désignant l'important écart quantitatif et qualitatif existant entre les capacités militaires européennes et américaines.

Ce *gap* est budgétaire, technologique et militaire. Ainsi le rapport est-il de 2 à 5 entre les dépenses militaires de l'ensemble des membres européens de l'Alliance atlantique et celles des Etats-Unis. Si l'on considère le seul secteur de R&D militaire, la proportion est de 1 à 6. Un rapport de l'Observatoire Economique de la Défense, dépendant du ministère français de la Défense, stipule que l'effort de R&D des Etats-Unis s'est accru de 40% entre 1990 et 2000 quand il diminuait de 22% pour les principales puissances militaires de l'Union européenne (Allemagne, Espagne, France, Italie, Royaume-Uni, Suède). Il conclut à « un véritable désarmement technologique » de l'Europe¹¹. Ce ratio est de 1 à 15 pour l'ensemble des dépenses spatiales militaires. Enfin, les capacités de projection européennes ne représenteraient que 10 à 20% des capacités américaines.

Ajoutons que pour le néo-conservateur Robert Kagan, ce *gap* transatlantique est aussi d'ordre moral : « Les Européens vivent sur Vénus, les Américains sur Mars »¹². Les plus optimistes souligneront bien la supériorité du *soft power* sur le *hard power* mais l'échec diplomatique européen sur la question du nucléaire iranien a eu raison de ce type de rationalisation *ex post* ; la persuasion repose sur des capacités de coercition affichées. Ce grand écart entre les puissances riveraines de l'Atlantique Nord menace l'interopérabilité entre alliés, les forces armées américaines et européennes éprouvant des difficultés certaines à manœuvrer ensemble sur un théâtre d'opérations.

L'OTAN pourrait bien y perdre sa cohérence stratégique et politique pour se muer en une instance de légitimation diplomatique des entreprises américaines. Les dissymétries entre alliés sont aussi

¹⁰ Lancée le 28 juin 2004 lors du sommet atlantique organisé dans l'ancienne capitale de l'Empire byzantin, l'Initiative de coopération d'Istanbul (ICI) vise à contribuer à la sécurité à long terme dans l'aire géopolitique moyen-orientale par une offre de coopération sécuritaire entre l'OTAN et les Etats du Grand Moyen-Orient. Cette offre concerne en tout premier lieu les Etats du Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Emirats arabes unis) mais elle est ouverte à l'ensemble des pays souscrivant à ses objectifs notamment la lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Voir <http://www.nato.int/issues/ici/index.html>.

¹¹ Rapport datant de 2003.

¹² Robert Kagan, *La puissance et la faiblesse. Les Etats-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*, Plon, 2003, p. 10.



susceptibles de nourrir l'argumentaire des courants isolationnistes de l'Outre-Atlantique, qui pourraient se trouver portés par un éventuel échec américain en Irak et dans le « Grand Moyen-Orient ».

De fait, le redéploiement militaire américain annoncé par Georges W. Bush à Cincinnati, le 16 août 2004, n'est pas sans susciter diverses interrogations. Au terme de ce « grand dérangement », les troupes américaines déployées dans le cadre de l'EUCOM (*Europe Command*)¹³ se limiteraient à 50 000 hommes contre 112 000 aujourd'hui et plus de 330 000 voici quinze ans. D'ores et déjà, seuls 10% des troupes américaines sont à la disposition de l'EUCOM. Dans un proche avenir, le ratio tombera à 3%. Le redéploiement en cours est l'une des dimensions du glissement des centres de gravité de la géostratégie mondiale vers le Moyen-Orient et l'Asie. Pressentis pour accueillir les nouvelles bases américaines, certains pays de la « nouvelle Europe », à l'instar de la Bulgarie et de la Roumanie, bénéficient du mouvement mais il n'en reste pas moins que le continent européen et l'OTAN ont perdu leur centralité géostratégique. La vitalité des liens transatlantiques et la défense de l'Ancien Monde appellent un plus grand investissement des Européens dans la chose militaire. Point d'euro-atlantisme sans pilier militaire européen.

Le concept de l'haltère

La thématique du pilier européen nous renvoie aux origines mêmes de l'atlantisme. Théoricien du *containment* et directeur du *Policy Planning Staff* (Département d'Etat), George Kennan avait alors proposé de combiner une entité européenne et une entité nord-américaine aux fins de contrebalancer et d'endiguer la puissance soviétique¹⁴.

Ce « concept de l'haltère » consistait à restaurer un centre de puissance européen, économiquement intégré et politiquement uni, comblant ainsi le vide géopolitique laissé par la guerre et permettant de résister au communisme. Erigée en troisième force, l'Europe aurait évité aux Etats-Unis de s'engager dans une alliance contraignante et d'assumer le poids de la superpuissance. Contrairement aux vœux du Département d'Etat, les gouvernements d'Europe occidentale en appelèrent à l'engagement militaire des Etats-Unis dans l'Ancien Monde.

Pour George Kennan, une alliance entre les deux rives de l'océan Atlantique ne pouvait que contrarier l'avènement d'une Europe unie. Il préférerait donc une organisation politique et militaire spécifiquement européenne à laquelle les Etats-Unis ne participeraient pas¹⁵. Le lien entre l'entité européenne et l'entité nord-américaine aurait été assuré par une garantie unilatérale des Etats-Unis, doublée d'une assistance militaire permettant de remettre sur pied un dispositif stratégique européen. Les idées de George Kennan ont initialement eu la préférence du président Harry Truman et la signature du Traité de Bruxelles (17 mars 1948) semblait concrétiser son « concept de l'haltère ». « Au total, écrit Bruno Colson, les Etats-Unis (...) étaient beaucoup plus désireux de voir une Europe indépendante que les Européens eux-mêmes, surtout les Britanniques¹⁶ ». Les événements se précipitèrent et aboutirent, avec la mise en œuvre de l'Alliance atlantique et de l'OTAN, à une hégémonie par invitation.

¹³ Sis à Stuttgart, l'USEUCOM est le grand commandement régional américain qui englobe l'Europe, le bassin méditerranéen, l'Afrique du Nord, le Proche-Orient ainsi que l'Afrique subsaharienne. Le Commandant en chef de l'EUCOM est aussi le SACEUR.

¹⁴ Diplomate initié à la soviétologie, George Kennan est l'auteur du « long télégramme » du 22 février 1946, adressé depuis Moscou au Département d'Etat. Il y expose les fondements de l'attitude soviétique. Un an plus tard, sous le pseudonyme de « M. X », il explique dans *Foreign Affairs* comment endiguer la poussée soviétique. Voir Jack Matlock, « George Kennan, diplomate et stratège », *Politique américaine*, n°3, Hiver 2005-2006, pp. 73-88.

¹⁵ C'est ici le lieu de rappeler le souhait plusieurs fois formulé par Raymond Aron, exaspéré par les jérémiades européennes, de voir les Américains quitter le vieux continent pour obliger ses responsables à prendre en mains eux-mêmes leur sécurité et leur défense. Voir notamment *République impériale. Les Etats-Unis dans le monde, 1945-1972*, Calmann-Levy, pp. 320-323.

¹⁶ Bruno Colson, *Europe : repenser les alliances*, Economica, 1995, p. 43.



Les vertus des *checks and balances*

De par les vertus des *checks and balances*, la nécessaire contribution d'un pilier européen à la cohésion géostratégique occidentale est l'un des thèmes récurrents de l'atlantisme. Le 4 juillet 1962, John F. Kennedy lance le « grand dessein » d'une réorganisation générale des relations transatlantiques et déclare : « Je dirai, ici et maintenant, en ce jour de l'Indépendance, que les Etats-Unis sont prêts pour une déclaration d'interdépendance, que nous sommes disposés à discuter avec une Europe unie les voies et moyens de former une association atlantique concrète – une association mutuellement bénéfique entre la nouvelle union qui émerge aujourd'hui en Europe et la vieille Union américaine fondée voici un siècle trois quarts »¹⁷. Ce *partnership* a une importante dimension économique et commerciale (*Kennedy round*) mais aussi militaire, avec le projet d'une force nucléaire multilatérale possédée en propre par l'OTAN. Au long des années de Guerre froide, l'idée d'un partenariat global sous-tend les polémiques entre alliés relatives au *burden-sharing*, le partage équitable des charges militaires ne pouvant aller sans partage du pouvoir.

Après la « victoire froide » de l'Ouest, la nécessité d'un « *partnership in the leadership* » est soulignée par James Baker, le secrétaire d'Etat de l'administration Bush père s'adressant à l'Allemagne réunifiée¹⁸. Réagissant à la crise irakienne et à l'hypothèse d'un « schisme d'Occident », diverses personnalités européennes et américaines en ont appelé à un nouveau partenariat transatlantique¹⁹. Dans leurs analyses respectives, Zbigniew Brzezinski et Henry Kissinger soulignent aussi l'urgence d'un rééquilibrage entre Européens et Américains, seul à même de garantir la pérennité de l'atlantisme. Le 22 février 2005, la visite de Georges W. Bush auprès des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne réunis en sommet a été perçue comme un premier pas vers un partenariat politique et stratégique entre Washington et Bruxelles.

Un noyau militaire européen à vocation fédérale

La physique de la puissance ayant ses lois propres, le plus grand investissement des Européens dans la *res militari* conditionne la renégociation du partenariat transatlantique. Fondée en juillet 2004, l'Agence européenne de défense (AED) s'inscrit dans cette perspective. Placée sous l'autorité du Haut Représentant pour la PESC, Javier Solana, l'AED a pour clef de voûte un Comité directeur constitué des ministres de la Défense de l'Union européenne et les décisions s'y prennent à la majorité qualifiée des deux tiers. Elle a pour fonction de développer les capacités militaires européennes, de conduire des programmes d'armement, de relancer les efforts de R&D et de renforcer la base industrielle et technologique de défense (BITD). Il reste aux Etats membres de l'Union à doter l'AED des ressources adéquates.

Sur un plan plus général, les débats de la Convention sur l'avenir de l'Europe (2002-2003) et le projet de Constitution européenne dont ils avaient accouché ont esquissé les contours d'une future défense européenne : extension des missions de Petersberg, adoption d'une clause d'assistance mutuelle entre

¹⁷ Discours prononcé le 4 juillet 1962 à l'*Independence Hall* de Philadelphie.

¹⁸ Dans un discours prononcé à Mayence le 31 mai 1989, George Bush père avait déjà proposé un « *partnership in leadership* ».

¹⁹ Cf. « Pour le renouveau du partenariat transatlantique », *Le Monde*, 15 mai 2003. Le texte rappelle qu'« une Europe unie et libre était un objectif central pour les Etats-Unis d'après la guerre froide ; objectif qui demeure après le 11 septembre (...). Parce que ni les Etats-Unis ni l'Europe ne sont omnipotents, les deux auront besoin d'aide pour assurer leur propre sécurité économique et physique, sans parler des menaces au-delà de leurs frontières respectives ». Un groupe de personnalités européennes (Valéry Giscard d'Estaing, Felipe Gonzales, Douglas Hurd, Helmut Kohl, ...) s'est ensuite constitué pour affirmer que « l'Alliance atlantique renouvelée demeure le principal pilier du partenariat entre l'Europe et l'Amérique » et que « les prémisses d'un partenariat transatlantique fort consistent en une Europe stable, une union européenne solide et dynamique ». Il est plus loin précisé que « le développement d'une défense européenne efficace ne compromet pas l'OTAN ; au contraire, il renforcera l'OTAN si les deux côtés de l'Atlantique le souhaitent fermement » (« Europe-USA : l'atout majeur », *Le Monde*, 15-16 juin 2003).



les Etats membres, mise sur pied d'une « coopération structurée permanente » (CSP) entre les Etats les plus allants.

Un groupe de travail de l'association EuroDéfense-France²⁰ a fait de ces CSP un thème majeur de réflexion et en a précisé les possibles modalités d'application au sein de l'Union européenne. Reposant sur un engagement volontaire à mener des actions en commun dans la durée et dans le cadre de règles et de structures bien précises, le principe des coopérations structurées consiste à faire émerger un noyau dur militaire. Le texte du traité constitutionnel étant muet sur la définition des critères à satisfaire et des niveaux à atteindre, EuroDéfense-France avait donc formulé un certain nombre de propositions en termes de volume de forces à disposition de la CSP, d'intégration aux Groupements tactiques interarmées multinationaux (GTIM) et de capacités de commandement (états-majors). Ces objectifs présupposent disponibilité, réactivité, déployabilité et interopérabilité. Les critères proposés portent aussi sur les efforts d'investissement en matière d'équipement et la pleine participation à l'Agence européenne de défense.

Le projet de Constitution européenne a été repoussé et l'accueil réservé aux propositions d'EuroDéfense-France est pour le moins réservé au sein même de ses consœurs européennes²¹. Il n'en reste pas moins que les dispositions évoquées constituent le préalable à la formation d'un noyau militaire européen. Complétée par une clause de sécurité commune liant entre eux les Etats volontaires et par la mise sur pied d'un état-major de niveau stratégique, sis à Bruxelles, cette coopération structurée permanente formerait le pilier européen d'une Alliance atlantique rénovée. Au plan politique, ce noyau dur aurait une vocation fédérale, la méthode intergouvernementale ayant épuisé ses effets dynamiques. En concrétisant la communauté de destin des Européens, le militaire peut fédérer énergies et volontés.

Vers un empire néo-occidental ?

Au-delà des aspects technico-militaires du projet, la ligne d'horizon d'une défense européenne appelle une réflexion historique et géopolitique d'ensemble sur le devenir de l'« Ouest ». Pour relever les défis auxquels Européens et Occidentaux sont confrontés, il nous faut comprendre le « temps du monde » et en saisir les rythmes.

Si l'on pense en termes de siècles et de civilisations, il semblerait que nous soyons au terme du cycle occidental amorcé en l'An Mil. L'affirmation est certes paradoxale. Le mouvement de la civilisation occidentale a incorporé toute l'humanité et sa puissance technicienne lui a permis de prendre l'avantage sur les autres aires culturelles. Toutefois et si l'on suit les analyses d'Arnold Toynbee, la primauté des techno-sciences et la priorité accordée à la conquête du monde extérieur auraient provoqué une rupture d'équilibre entre capacités d'action sur le monde d'une part, vertus intellectuelles et spirituelles d'autre part²².

Au lendemain de la nouvelle « guerre de Trente ans » qui a déchiré l'Ancien Monde, l'affaissement de l'Europe et le passage de relais aux anciennes périphéries nord-américaines et russo-sibériennes annonceraient la « fin de la Renaissance »²³. Dans l'après-Guerre froide, l'affirmation d'Etats porteurs d'autres valeurs de civilisation (la Chine, l'Inde) et la poussée démographique, religieuse et polémogène de l'Islam inaugurent une ère post-occidentale. Les temps seraient donc à la formation

²⁰ Voir <http://www.eurodefense.net>.

²¹ Les propositions d'EuroDéfense-France ont été présentées lors des XI^e Rencontres Internationales des associations Eurodéfense organisées à Paris les 30 septembre et 1^{er} octobre 2005.

²² Arnold Toynbee, *La civilisation à l'épreuve*, Gallimard, 1951.

²³ Selon Julien Freund, « nous ne sommes pas simplement plongés dans une crise prolongée, mais en présence d'un terme, du dénouement d'un règne qui s'achève, un âge historique, celui de la Renaissance, est en train de se désagréger. L'Europe est désormais impuissante à assumer le destin qui fut le sien durant des siècles ». Cf. *La fin de la Renaissance*, PUF, 1980, p. 8.



de ce que Arnold Toynbee nomme un « Etat universel », ce type de structure impériale traduisant une réaction de défense plus qu'une nouvelle ambition civilisatrice.

Le regroupement des nations européennes autour des Etats-Unis, la « transformation » de l'OTAN et l'organisation d'une vaste aire géopolitique de Vancouver à Vladivostok préfigureraient un empire néo-occidental. En l'état actuel de choses, c'est au cœur de ce système d'interactions – l'axe Washington-Bruxelles-Moscou – que les Européens doivent penser leur devenir, consolider leurs positions et accroître leur poids propre. Sur le versant euro-atlantique de ce triangle géopolitique, l'enjeu consiste à transformer l'OTAN en une alliance transatlantique bilatérale reposant sur un pilier américain et un pilier européen. C'est à cette condition que le *Commonwill* euro-atlantique serait à même de projeter stabilité et sécurité dans son *hinterland* continental et eurasiatique sans que l'entreprise ne prenne des allures de *roll-back*.

Sur le versant euro-sibérien, il appartient aux Européens d'arraisonner une Russie tentée par d'improbables « coalitions anti-hégémoniques » et circonspecte quant aux perspectives de l'Union européenne. La force d'attraction de l'Union et son éventuel élargissement à l'Ukraine sont perçus comme une menace et, en l'état actuel des choses, l'Europe de la défense est éclipsée par la « transformation » de l'OTAN. Aussi Moscou privilégie-t-il les relations avec cette dernière via le Conseil OTAN-Russie (COR)²⁴. C'est lorsque l'Union européenne atteindra le seuil d'intensité critique nécessaire qu'elle pourra établir un véritable dialogue politique et sécuritaire avec la Russie, jouer un rôle pivot dans un futur *Commonwealth* panoccidental et coorganiser un système de sécurité transeurasien²⁵. Confrontée aux turbulences du monde musulman et à la montée en puissance de la Chine, la Russie ne peut que gagner à l'établissement de solides et durables partenariats à l'Ouest.

Les prolégomènes d'une Europe-Puissance

En amont, l'ambition d'une Europe-Puissance suppose le dépassement du nihilisme, cette entreprise de négation des valeurs fondamentales et de proclamation du « rien ». Le projet constructiviste et désincarné d'une entité *sui generis* qui tient lieu d'idéologie fondatrice ne saurait en effet masquer le « malaise dans la civilisation » qui affecte l'Ancien Monde. Coupés des héritages ancestraux qui les fondent en propre, les Européens voient leur singularité s'effacer et leurs élites dirigeantes ne pensent plus en termes de siècles et de continents²⁶. L'affaissement démographique, la fragilisation de la psyché européenne et la grande fatigue géopolitique qui les accompagne en font oublier l'Europe-Civilisation qui inspirait les pères fondateurs de l'Union. En ce nouveau siècle, peut-on seulement imaginer les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union clore un sommet en évoquant les flèches des cathédrales gothiques ?...

Les pères fondateurs avaient pourtant l'ambition d'affirmer au plan politique l'identité de civilisation des Européens et de générer une capacité d'action fédéralisée. Ainsi depuis 1949 le prix Charlemagne récompense-t-il chaque année un « bon Européen ». Il n'y aura donc pas de « politique » européenne sans anamnèse, appel au sacré et recours à l'immémorial. « Le temps qui fait retour est un temps qui apporte et rapporte, écrit Ernst Jünger, et les heures sont cornes d'abondance »²⁷, cette tension perpétuelle entre présent, passé et futur ouvrant le champ des possibles. Avec ardeur et sans céder au désespoir, l'homme médiéval n'avait de cesse d'en appeler à une *renovatio* : *renovatio imperii* et

²⁴ Le Conseil OTAN-Russie a été institué suite à la Déclaration de Rome du 28 mai 2002. Le COR aborde les questions liées à la lutte contre le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, la défense contre les missiles de théâtre entre autres fonctions. Voir <http://www.nato.int/issues/nato-russia/index.html>.

²⁵ Le dialogue politique et sécuritaire entre Moscou et Bruxelles a été lancé suite au sommet UE-Russie de mai 2000. Depuis octobre 2001, des groupes d'expertise stratégique ont été mis sur pied et le COPS rencontre mensuellement l'ambassadeur de Russie.

²⁶ Giovanni Reale, *Les racines culturelles et spirituelles de l'Europe*, Mame, 2005.

²⁷ Ernst Jünger, *Le traité du sablier*, Seuil, 1984, p. 52.



renovatio studii. Appréhendée sur la longue durée, l'histoire européenne est de fait animée de telles renaissances et métamorphoses²⁸. Quand l'Amérique se veut l'héritière directe d'Athènes, de Rome et de Jérusalem, il est bon de se souvenir que l'Europe est la matrice du Nouvel Occident et l'initiatrice d'une civilisation transocéanique à vocation universelle.

Seapower et Spacepower

Penser l'Europe, c'est *ipso facto* penser le Monde et l'Océan mondial. Dans son acception moderne, « l'idée d'Europe, souligne Julien Freund, est contemporaine des grandes explorations des navigateurs qui ont découvert l'Amérique, l'Afrique noire, les Indes et la Chine et l'océan Pacifique. Elle fut le moyen pour les peuples qui ont participé à cette immense entreprise de se donner une identité face à ces continents nouveaux et de se différencier d'eux. L'aventure les conduisit jusqu'à la découverte du monde entier dans sa finitude sphérique »²⁹.

Aussi le légitime souci de stabiliser leurs marches et de développer une nouvelle « politique de voisinage » ne doivent-ils pas enfermer les Européens dans une vision par trop régionale de leurs intérêts et de leur communauté de destin. S'ils cédaient au « syndrome de Metternich » et privilégiaient une vision géocentrée et territoriale des enjeux et rapports de force planétaires – au détriment des dimensions océanique, aérienne et exo-atmosphérique de la grande stratégie –, ils en oublieraient que le monde dans lequel évoluent les unités de puissance est un univers océano-spatial.

La globalisation des enjeux et des rapports de force appelle une politique océanique et spatiale. La maîtrise de ces dimensions stratégiques conditionne la capacité des armées européennes à projeter forces et puissance dans les zones où Européens et Occidentaux doivent défendre et promouvoir leurs intérêts communs. Porte-avions et groupes aéronavals, missiles de souveraineté et défenses anti-missiles, systèmes satellitaires et architectures spatiales constituent les outils de puissance de cette communauté de destin. Point d'Europe-Puissance sans thalassopolitique, ambition aérospatiale et conquête de nouvelles frontières.

L'audace de la puissance

Il nous faut maintenant revenir sur le projet d'Europe-Puissance porté par le « Quai d'Orsay »³⁰ dans l'après-Guerre froide. On peut à bon droit critiquer cette expression française qui n'est pas sans susciter l'incompréhension, l'hostilité ou l'ironie des partenaires et alliés européens de Paris. Volontariste à l'excès, cette représentation finalisée du devenir est-elle seulement en adéquation avec le temps vécu des Européens de la Modernité tardive ? La notion de puissance n'en est pas moins incontournable. Pour se maintenir dans l'histoire et persévérer dans l'être, tout groupement humain – Cité, Etat, Empire – doit agir politiquement, désigner l'ennemi et manifester sa puissance, celle-ci se définissant comme la capacité à faire prévaloir sa volonté. Les phénomènes politiques sont des phénomènes de puissance.

Pour l'Union européenne et ses Etats membres comme pour toute « politie », la puissance n'est donc pas un simple choix esthétique. Il y va de l'existence et de l'essence de l'Europe. « Être ou ne pas être ». Encore faut-il se défaire des idéologies incapacitantes pour faire retour aux êtres et aux choses. Le tragique de l'Histoire et les drames de la géopolitique imposent la lucidité à qui prétend assumer mandats et responsabilités. La précipitation des enjeux démographiques et écologiques, le *geo-energetic struggle* et la prolifération des technologies de destruction massive ainsi que les

²⁸ Sur l'histoire de l'Europe comme suite de renaissances animée par la volonté de renouer avec la clarté initiale, voir Rémi Brague, *Europe, la voie romaine*, Criterion, 1992, pp. 110-119.

²⁹ Julien Freund, *La fin de la Renaissance*, op. cit., pp. 16-17.

³⁰ C'est-à-dire le ministère français des Affaires étrangères.



affrontements territoriaux et identitaires laissent à redouter une possible convergence des catastrophes³¹. Les sciences du chaos nous apprennent combien les systèmes complexes sont sensibles à de fines perturbations susceptibles de dégénérer en risques systémiques.

L'« état de nature » des théoriciens de l'Etat moderne demeure et il nous faut « penser l'impensable » : pandémies, catastrophes climatiques en chaîne, guerres globales et asymétriques. Bien que confrontés à la menace d'un hyper-Chaos³², les Européens n'assurent pas eux-mêmes la défense d'une Europe que d'aucuns voudraient sans frontières. L'OTAN reste le cadre englobant et il en est ainsi parce que les peuples et nations d'Europe le veulent bien. Après des siècles de luttes pour l'hégémonie entre Etats de l'Ancien Monde, la primauté du Nouveau Monde règle la question du pouvoir en Europe, les Etats-Unis jouant le rôle de balancier au large. Usant et abusant de la rhétorique du *soft power*, l'européisme s'en satisfait et le sécuritaire se substitue au militaire.

Pourtant, le nouvel âge commande une rupture épistémologique. Rompre avec les dialectiques consolantes, réarmer l'Europe, renforcer les solidarités géopolitiques pan-occidentales, en appeler à ce qui passe infiniment l'homme. Le « *challenge and response* » conditionne la pérennité d'une civilisation, la morale du politique consistant à remplir sa mission propre. Ici et maintenant. Le reste nous sera donné de surcroît.

³¹ Dans son *Introduction au siècle des menaces*, Jacques Blamont écrit : « Les conflits ne peuvent que s'envenimer. La synergie des trois fléaux, les guerres, les épidémies et les désastres naturels, risque d'engendrer une Singularité qui ne serait pas le triomphe de la super-intelligence, mais constituerait au contraire le coup d'arrêt donné par la biosphère à son bourreau. (...) L'humanité fonctionne aujourd'hui en boucle ouverte, ce qui dans tout système conduit à une divergence » (Odile Jacob, 2004, p. 533).

³² Etymologiquement, « chaos » signifie « profondeurs béantes ».



Contrepoint

Général Bertrand de LA PRESLE

Parce que l'Institut Thomas More veut être un espace de débat ouvert et dynamique, parce que toute pensée s'enrichit du voisinage, de la stimulation, parfois de la confrontation d'autres idées, nous inaugurons aujourd'hui nos **Contrepoints**. Ces courtes pages offriront l'occasion à une personnalité particulièrement qualifiée de livrer, librement et à sa manière, son regard critique sur l'analyse développée dans les publications de l'Institut Thomas More.

Par Bertrand de La PRESLE, Général d'armée 2s, ancien commandant de la Forpronu en ex-Yougoslavie, ancien gouverneur des Invalides, administrateur de l'Office National des Anciens Combattants, Vice-président de Géostratégies 2000.

J'ai été invité à m'exprimer sur la stimulante contribution de Jean-Sylvestre Mongrenier, intitulée – de façon volontairement provocatrice, je crois : « L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ? ». Intéressé par cet article dont je partage la plupart des idées, je ne vais évidemment pas commenter nos points d'accord. Je me contenterai donc de présenter brièvement, et sans ordre d'importance, les quelques réactions qu'il m'a suggérées. Ces réactions sont à la fois celles d'un officier général dont les dernières années de carrière ont été marquées par une relation très étroite, mais parfois un peu tendue, avec de hautes autorités civiles et militaires de l'OTAN des années 1994 à 1996, mais aussi celles d'un citoyen français particulièrement intéressé par les thèmes de défense et de sécurité comme par celui de l'avenir de l'Europe.

1 Ma première observation réside dans le souhait que la « nouvelle OTAN » dont « l'assomption » est décrite de façon positive par Jean-Sylvestre Mongrenier, trouve un nouvel équilibre, voire une nouvelle identité, dans le moderne paysage géostratégique qui la prive de l'ennemi désigné, prévisible, et « symétrique » qui constituait sa raison d'être originelle.

Alors que je commandais la composante militaire de la Force de Protection des Nations Unies en ex-Yougoslavie (FORPRONU), sous l'autorité politique d'un diplomate japonais qui représentait sur le théâtre le Secrétaire Général des Nations Unies, j'ai en effet vécu difficilement les pressions auxquelles mes collègues de l'OTAN me soumettaient pour intervenir militairement et en

force contre les séparatistes serbes de Bosnie, dans un cadre extrêmement complexe, avec un évident souci de démontrer de façon spectaculaire, voire ostentatoire, l'efficacité opérationnelle de leur outil – à l'époque en grave crise existentielle – et avec une moindre propension à comprendre les motifs qui sous-tendaient mes réticences. J'ai eu alors le plus grand mal à leur faire admettre que je commandais une opération des Nations-Unies dont l'OTAN constituait un utile appui... et non l'inverse. Il y a donc à mes yeux un « déficit d'objet » à l'OTAN, qu'il ne faudrait pas vouloir combler à tout prix du seul fait de l'existence de l'outil.

2 Il me semble donc essentiel que la « nouvelle OTAN », transformée et « réoutillée », valorise sa dimension politico-civile de sorte que son volet militaire, traditionnellement tout à fait prédominant, soit clairement, non une finalité en soi, mais l'un des outils au service d'un projet dont la réussite sera essentiellement le fait de structures civiles de multiples natures.

Dans mon commandement en ex-Yougoslavie, j'ai vivement apprécié ma situation d'officier général subordonné à une autorité politique quotidiennement présente sur le terrain, soucieuse d'éclairer les directives que je donnais à mes subordonnés par une vision politique de leurs probables conséquences au regard du projet stratégique de notre commune mission de paix, et des actions parallèlement conduites par mes collègues en charge par exemple des Affaires Civiles, de l'action humanitaire, de la



logistique, ou de la communication d'ensemble. Dans l'orchestre que nous tentions de constituer, ma partition me paraissait claire dans son esprit, sinon aisée dans son exécution. Il s'agissait de procurer aux responsables civils de l'opération un silence des armes suffisant sur l'ensemble de notre zone d'action pour que d'utiles négociations puissent être conduites avec les parties concernées, par les personnalités des Nations-Unies en charge des aspects diplomatiques, économiques, juridiques, et administratifs des plans de paix à l'étude.

3 L'émergence d'un tel état d'esprit exigera une évolution significative de la culture militaire, et donc de la formation, des officiers généraux américains qui occupent les postes de commandements suprêmes de l'OTAN.

C'est en effet avec un peu de jalousie mais aussi avec un certain malaise, que j'ai constaté, en novembre 1995 à Dayton, l'influence absolument déterminante de la hiérarchie militaire américaine sur les autorités politiques engagées dans l'élaboration de ces Accords qui devaient déboucher sur un engagement militaire de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine. Pas une ligne des volets tant civils que militaires de ces Accords n'a été écrite sans l'aval explicite du Conseiller militaire de l'ambassadeur américain Holbrooke qui pilotait les négociations, et s'entourait quotidiennement des avis des généraux américains en poste à Washington, à Bruxelles et à Naples. L'objectif prioritaire était à l'évidence d'obtenir que l'engagement de l'OTAN en Bosnie soit une démonstration spectaculaire des « robustes muscles » de cette organisation, très désireuse d'être présente en force sur ce théâtre de crise européenne alors que se profilaient, dans une certaine nervosité, les échéances du cinquantième anniversaire du Traité de Washington... Dans ce contexte, les autorités de l'OTAN étaient plus que réticentes à l'idée que des moyens militaires puissent être détournés de leur mission de combat au profit du Représentant politique de la Communauté Internationale responsable de la mise en œuvre des volets civils de l'accord de paix.

Il faudra donc que ces généraux américains de la « nouvelle OTAN » admettent de n'être que des instruments au service quotidien des objectifs à

moyen et long terme poursuivis par les acteurs civils de la crise dont le règlement du volet militaire leur aurait été confié.

4 Au cours de la deuxième quinzaine de décembre 1995 puis tout au long de l'année 1996 que j'ai passées à Sarajevo en qualité de conseiller militaire de Carl Bildt, qui avait accepté la responsabilité de Représentant civil chargé de la mise en œuvre globale des accords de Dayton, l'essentiel de mon activité a consisté à convaincre peu à peu les autorités de l'OTAN que les sorts des composantes militaires et civiles de notre mission étaient liés, et que la Force d'Intervention, commandée par un officier général américain, ne remplirait son rôle, au moins en ce qu'il devait concourir à la mise en œuvre du plan de paix en Bosnie, que dans le cadre, et au service, de la mission de Bildt. Cette démarche était rendue indispensable du fait du système de commandement, à mon sens contre nature, décidé à Dayton au terme de délicates tractations entre Européens et Américains. En application de ce système bicéphale, le Commandant américain de la Force militaire de l'OTAN (IFOR) était subordonné, non point au Chef de la mission qu'était Carl Bildt, mais à l'Etat-major de l'OTAN à Bruxelles, et au deuxième degré à Washington, tandis que Bildt relevait des Nations-Unies à New York. Ce bicéphalisme que j'estimais malsain a perduré en Bosnie-Herzégovine jusqu'à ce qu'un commandement européen se substitue à celui de l'OTAN en application des accords Berlin+ (opération ALTHEA).

Il me semble absolument indispensable que le responsable militaire de toute opération ait une vision claire et sans cesse actualisée des objectifs politiques poursuivis pour adapter à chaque instant sa manœuvre à celle de l'autorité politique au service de laquelle il doit se percevoir. Il me semble plus important encore qu'il ait admis que la notion de victoire militaire n'a désormais de sens que dans le cadre du plan de paix visé. A l'unique question de ce général américain de l'OTAN qui voulait monter sa manœuvre après que ses autorités politiques lui aient clairement répondu : « Who should I kill ? », il me semble essentiel de substituer la seule vraie question : « Who should I save ? »



5 Revenant donc à certaines positions développées par Jean-Sylvestre Mongrenier dans sa contribution, je voudrais d'abord affirmer haut et fort mon sentiment d'officier général, que le *Hard power* n'a de sens qu'au service du *Soft power*, même s'il reste évidemment entendu que le *Soft Power* est absolument suicidaire s'il ne dispose pas du *Hard power* à la mesure de ses ambitions. Au stade actuel, mon espoir est donc que la profonde évolution en cours de l'OTAN prenne en compte la vérité désormais mieux comprise selon laquelle ce sont les volets civils d'une opération qui construisent peu à peu la paix, sous la protection d'un solide volet militaire dont la véritable victoire sera, le moment venu, son repli discret.

6 Elargissant mon propos, il me semble d'abord que le rejet du projet de Traité Constitutionnel par la France puis par les Pays Bas n'est qu'un épisode de la longue histoire de la construction de l'Europe au cours du dernier demi-siècle. Cet épisode est certainement très riche d'enseignements sur l'impérieuse nécessité d'une pédagogie active de nature à faire comprendre à nos concitoyens l'absolue nécessité de développer la dimension européenne pour assurer notre avenir dans la fidélité à notre identité, à nos idéaux, et à nos valeurs. Le coup d'arrêt, aux causes d'ailleurs fort diverses, a certes été sérieux. Il ne condamne pas pour autant l'émergence progressive d'une Europe de la Défense et de la Sécurité et ne doit pas nous inciter à nous résigner à la seule solution que serait une « OTAN, avenir de l'Europe ». Il doit au contraire nous conduire à mieux apprécier les étapes progressives de cette émergence que nos opinions publiques sont aptes à s'approprier.

7 Malgré son souci de profondes transformations destinées à l'adapter au monde nouveau, l'OTAN reste pour l'essentiel un outil puissant de défense, indispensable pour nous prémunir contre toute agression militaire caractérisée de haute intensité. Or ce monde nouveau me paraît marqué par un véritable *continuum* entre les notions de défense et de sécurité. Face à ce *continuum*, l'Europe a su se créer des outils qui manquent encore à l'OTAN, non pas faute de ressources, mais pour des raisons culturelles : je pense par exemple à la

Force de Gendarmerie Européenne, ou aux différents volets de « l'objectif global civil 2008 » décidé par le Conseil Européen de juin 2004.

La réalité nouvelle de ce *continuum* conduit en effet à se convaincre de l'intérêt d'agir au plus tôt pour rétablir la sécurité défaillante, de sorte que la situation ne dégénère pas vers des extrêmes qui relèveraient d'outils de défense au sens fort du terme. Dans cet esprit, la mise pour emploi en temps de paix auprès du ministre de l'Intérieur de la Gendarmerie, force militaire française, paraît une disposition judicieuse. Dans le même ordre d'idées, l'opération ARTEMIS, conduite par l'Union Européenne en République démocratique du Congo à l'été 2003 s'est révélée un succès certes modeste, mais significatif de la volonté européenne de progresser dans la voie d'interventions menées sous sa seule autorité, à la demande explicite des Nations-Unies. A un niveau évidemment tout différent, il est clair que des aides efficaces au développement de zones de crises potentielles peuvent constituer des investissements au moins aussi générateurs de paix que la coûteuse constitution d'un outil militaire très sophistiqué au regard de la réalité de la menace.

8 Dans cet esprit, le gap budgétaire, technologique, et militaire entre les Etats-Unis et les armées européennes de l'OTAN est effectivement vertigineux. Mais serait-ce une suggestion stupidement naïve que d'imaginer que ce gap pourrait être partiellement comblé par une attitude plus coopérative du plus rapide et du plus puissant au bénéfice de ses alliés pour donner à l'ensemble davantage de cohérence et d'interopérabilité ? Il est vrai que la définition ambitieuse et unilatérale de standards et de normes d'interopérabilité est un puissant instrument de domination économique.

9 Que penser par ailleurs d'une OTAN qui deviendrait peu à peu l'avenir d'une Europe militairement invertébrée, alors que le partenaire de très loin le plus puissant de cette Alliance a refusé, après le traumatisme des dramatiques attentats terroristes du 11 septembre 2001, l'aide des ses Alliés qui, pour la première fois dans l'histoire de l'Organisation avaient décidé de faire jouer l'article 5 du Traité de Washington relatif à



la défense mutuelle, et qui déclare ouvertement que c'est désormais la mission qui détermine la coalition ?

Doit-on par ailleurs d'ores et déjà affirmer que l'action diplomatique de la troïka européenne vis à vis du nucléaire militaire iranien soit un échec ? Faut-il parallèlement considérer que l'action de la coalition engagée en Irak sous commandement américain soit un succès reproductible chez son voisin iranien ? Ne peut-on pas espérer que l'action diplomatique de l'Occident et de la Russie notamment, pourrait, sans objection de la Chine, et certes appuyée sur la puissance potentielle de l'OTAN, parvenir à un résultat acceptable sur ce très délicat sujet ?

S'agissant enfin du concept de l'haltère développé par Jean-Sylvestre Mongrenier, faut-il que le pilier européen d'un des plateaux de la balance soit de même nature que la puissance militaire américaine de l'autre plateau ? Un kilo de plumes ne peut-il pas équilibrer un kilo de plomb ?

10 En résumé, je suis de ceux qui pensent que l'Europe doit évoluer vers une forme fédérative, seule de nature à lui permettre de jouer, dans les redoutables perspectives du monde à venir, un rôle de pôle d'équilibre aux côtés d'alliés d'abord transatlantiques, mais aussi sud-américains, indiens, ou asiatiques. Cette Europe n'existera

qu'animée par des valeurs communes aux dimensions non seulement économiques et financières mais surtout sociales, juridiques, et même éthiques. Pour les promouvoir, il lui faudra certes un outil militaire à la mesure de ses ambitions. Mais il lui faudra surtout l'avoir dimensionné non pas tant en part de sa richesse qu'en fonction d'une analyse lucide et commune des risques, des menaces, et des meilleurs moyens, civils et militaires d'y faire face.

Une telle démarche ne se fera pas contre les opinions publiques. Elle ne se fera pas non plus au rythme d'incantations vertueuses. Tout au plus pourrait-on accélérer son émergence en contribuant aussi activement que possible à la prise de conscience par les électeurs européens de l'absolue nécessité d'une véritable Union pour persévérer dans notre identité et dans nos valeurs.

Dans cet esprit, qu'il me soit permis de conclure par une modeste suggestion : le lancement dès que possible, dans un processus associant tous les pays de l'Europe d'aujourd'hui qui seraient prêts à s'engager dans une telle démarche relevant de l'esprit des coopérations structurées permanentes, de la rédaction d'un « Livre Blanc sur la Sécurité et la Défense européennes », ouvert à un horizon dépassant largement l'objectif global 2003 et l'objectif global 2010 qui le complète.



Jean-Sylvestre MONGRENIER

**La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français
(Editions Unicomm, 2006)**

« En France, l'atlantisme est vilipendé. Et pourtant... Afghanistan, lutte contre l'islamo-terrorisme, prolifération des armes de destruction massive, les Français sont aux côtés de leurs alliés. La France aurait-elle réintégré l'OTAN ? Est-elle jamais sortie de l'Organisation atlantique ? Pourquoi ces pudeurs ? »
(Extrait de la 4^{ème} de couverture)

Programme d'étude **L'EUROPE FACE AU MONDE**
Série RELATIONS INTERNATIONALES, GÉOPOLITIQUE

Retrouvez toute l'actualité de l'Institut Thomas More sur www.institut-thomas-more.org

Les paradoxes de l'atlantisme français

Article de Jean-Sylvestre MONGRENIER (sur le site Internet de l'ITM, mars 2006, Fr/Eng).

L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ? Puissance et destin

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER (Tribune 9, mars 2006, Fr/Eng).

L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ?

Rencontre, 14 mars 2006, Paris (Assemblée Nationale), en partenariat avec l'hebdomadaire "Valeurs Actuelles" et EADS. Intervenants : Karl HOFMANN, général Bertrand de LA PRESLE, Jean-Sylvestre MONGRENIER.

France – Europe – Etats-Unis : Fondements connus et inconnus d'une mésentente cordiale

Par Béla BORSI-KÁLMÁN (Tribune 4, février 2005, Fr/Eng). Parue dans la « Revue des Deux Mondes » (février 2005).

Irak/OTAN/ONU : la politique étrangère des Etats-Unis à l'heure des choix

Rencontre, 12 octobre 2004, Paris (Assemblée Nationale). Intervenants : Nicole BACHARAN et Ken WEINSTEIN.

Kerry-Bush : le "candidat du 10 septembre" face à "celui du 12 septembre"

Par Laurent MURAWIEC (Tribune 1, mai 2004, Fr).

Deux Occidents pour un seul monde ? L'Europe, les Etats-Unis et le monde,

Journée d'études, 14 mai 2004, Paris (Assemblée Nationale). Intervenants : Frédéric ENCEL, Stephen LAUNAY, Roberto de MATTEI, Laurent MURAWIEC, Pierre RIGOULOT, Pedro SCHWARTZ, François THUAL, Ilios YANNAKAKIS.

Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité des auteurs. Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord FORMEL (par mail ou courrier) de l'Institut Thomas More, et faire apparaître LISIBLEMENT sa provenance. Pour toute information, suggestion ou tout envoi de textes, vous pouvez adresser un message à info@institut-thomas-more.org ou téléphoner au + 33 (0)1 49 49 03 30.

Etabli à Bruxelles et Paris, présent à Budapest et Rome, réunissant des personnalités de nombreux pays européens, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion, européen et indépendant.

Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes.

L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de propositions neuves et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

Bruxelles

Avenue Eugène Demolder, 112
B-1030 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 647 29 74
Fax : +32 (0)2 242 73 44

Paris

9, rue d'Enghien
F-75010 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30
Fax : +33 (0)1 49 49 03 33

info@institut-thomas-more.org
www.institut-thomas-more.org